

MARCHE PUBLIC GLOBAL DE CONCEPTION-REALISATION

Conception et construction de l'unité de conservation du CBNFC-ORI à Besançon

Procédure avec négociation organisée conformément aux
articles R.2161-12 à R. 2161-20 du Code de la Commande Publique

Marché n° 20241021001

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

(RC)

Maître d'ouvrage	CBNFC-ORI
Objet du marché	Conception et construction de l'unité de conservation du CBNFC-ORI à Besançon
Adresse de téléchargement des pièces du marché et de remise des candidatures et des offres par voie électronique :	https://marches.ternum-bfc.fr

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES : 29/11/2024 à 18h

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1. Présentation générale de l'opération	4
1.2. Description de la mission du groupement	4
1.3. Maîtrise d'ouvrage	5
1.4. Délai d'exécution des prestations	5
1.5. Découpage des prestations en lots	5
1.6. Fractionnement des prestations	6
1.7. Variantes	6
1.8. Nomenclature	6
1.9. Valeur estimée	6
1.10. Rémunération du Titulaire.....	6
1.11. Conditions particulières : sous-traitance à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans.....	6
2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	7
2.1. Procédure de passation du marché.....	7
2.2. Composition des groupements	8
2.3. Dossier de consultation.....	9
2.4. Langue	11
2.5. Unité monétaire	11
2.6. Visite / Réunion d'information commune.....	11
2.7. Questions - Modifications de détail des documents de la consultation	12
2.8. Indemnisation des candidats.....	12
3. PHASE CANDIDATURE.....	13
3.1. Contenu du dossier de candidature	13
3.2. Modalités de dépôt des candidatures.....	18

3.3.	Critères de jugement des candidatures	19
3.4.	Sélection des candidats	20
4.	PHASE OFFRES	20
4.1.	Exigences minimales des offres.....	21
4.2.	Attente des candidats	21
4.3.	Présentation de l'offre	21
4.4.	Modalités de dépôt des offres	22
4.5.	Négociations.....	23
4.6.	Critères de jugements des offres	23
4.7.	Délai de validité des offres	24
5.	COMPOSITION DU JURY	24
6.	NOTIFICATION DU MARCHE	24
7.	ABANDON DE LA PROCEDURE	25
8.	PROCEDURES DE RECOURS.....	25

1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. Présentation générale de l'opération

L'objet de la présente consultation porte sur **une conception-réalisation** tendant à la conception et la construction de l'unité de conservation du CBNFC-ORI à Besançon.

1.2. Description de la mission du groupement

Cette conception-réalisation sera décomposée en deux phases :

▪ Phase 1 : Conception (missions de maîtrise d'œuvre)

<input checked="" type="checkbox"/>	Mise au point APS	Mise au point d'Etudes d'Avant-Projet Sommaire
<input checked="" type="checkbox"/>	Permis de Construire	
<input checked="" type="checkbox"/>	APD	Etudes d'Avant-Projet Définitif
<input checked="" type="checkbox"/>	PRO	Etudes de Projet
	Missions complémentaires	Etude de simulation thermique dynamique (STD) Coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI) Traitement de la signalétique extérieure et intérieure Définition et choix des équipements mobilier – sourcing mobilier Sourcing réemploi matériaux de construction et équipements

▪ Phase 2 : Réalisation des travaux :

○ **Mission de maîtrise d'œuvre :**

<input checked="" type="checkbox"/>	DET	Direction de l'exécution des travaux
<input checked="" type="checkbox"/>	EXE	Etudes d'Exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	OPC	Mission d'Organisation, de Pilotage et de Coordination
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	Assistance apportée au Maître d'Ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA)

○ **Mission de réalisation des travaux tous corps d'état.**

1.3. Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage de l'opération est le CBNFC-ORI, dont le siège est fixé 9 rue Jacquard, BP 61738, 25043 BESANCON CEDEX – jusqu'en janvier 2026.

Les candidats sont informés que la maîtrise d'ouvrage pourra être substituée par une autre entité juridique en cours de réalisation du présent marché.

Un transfert de contrat devrait être réalisé autour de janvier 2026 vers une création d'établissement EPCE (Établissement public de coopération environnementale), qui à ce jour n'existe pas encore.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, les candidats sont informés que cette transformation n'entraînera pas de modification des conditions d'exécution du marché, et que le marché sera transféré de plein droit à la nouvelle entité juridique.

1.4. Délai d'exécution des prestations

Le marché prendra effet à compter de sa notification, laquelle est prévue, à titre prévisionnel, en mai 2025.

Il sera conclu pour une durée prévisionnelle de 18 mois dont réception des travaux et 12 mois de garantie de parfait achèvement.

La réception des ouvrages (levée de réserves compris) est attendue pour octobre 2026 au plus tard.

A titre indicatif, les délais prévisionnels pour chaque phase sont les suivants :

- Phase conception : 7 mois à compter de la notification du marché ;
- Phase travaux (y compris réception et hors garantie de parfait achèvement) : **11** mois à compter de l'ordre de service de démarrer la phase travaux, envisagé fin novembre 2025 ;

Les délais intermédiaires précités sont donnés à titre prévisionnel.

Les candidats ont la possibilité d'optimiser les délais conformément aux dispositions de l'acte d'engagement.

1.5. Découpage des prestations en lots

Lot unique.

En application de l'article L.2171-1-1 du Code de la commande publique, le présent marché de conception-réalisation déroge au principe d'allotissement.

1.6. Fractionnement des prestations

Le marché ne fait pas l'objet d'un fractionnement en tranches. Il sera divisé en deux phases, définies à l'article 2 du Présent règlement de la consultation.

1.7. Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

1.8. Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45210000	Travaux de construction de bâtiments
71200000-0	Services d'architecture
71250000-5	Service d'architecture, d'ingénierie et de métrage
71240000	Services d'architecture, d'ingénierie et de planification
71300000	Services d'ingénierie
71400000	Services d'urbanisme et d'architecture paysagère

1.9. Valeur estimée

La valeur du marché hors TVA est estimée comme suit :

- Conception et Travaux : 2 370 000 € HT (hors option locaux Graine BFC)

1.10. Rémunération du Titulaire

Le titulaire du marché sera rémunéré sur la base d'un prix global et forfaitaire, défini pour chaque phase dans l'acte d'engagement et ses annexes.

1.11. Conditions particulières : sous-traitance à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans

Conformément à l'article L. 2171-8 du Code de la commande publique, issu de l'article 131 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 *d'accélération et de simplification de l'action publique, s'agissant de marchés globaux de performance*, les candidats doivent s'engager sur la part minimale de l'exécution du contrat qu'ils entendent confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans.

Conformément à l'article L. 2152-9 du Code de la commande publique, parmi les critères d'analyse des offres, figure la part d'exécution du marché que le soumissionnaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans. (Annexe 2 de l'AE à remplir)

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure de passation du marché

Le marché objet de la présente consultation est passé en application des articles R.2171-2 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché public de Conception-Réalisation passé sous la forme d'une procédure avec négociation en application des articles R.2161-12 à R.2161-20 du Code de la commande publique.

Il est précisé à titre indicatif que la procédure est une procédure restreinte qui se déroule en plusieurs phases dans les conditions fixées par le présent Règlement :

- une phase de sélection des candidatures ;
- une phase de remise d'offres initiales ;
- une phase de négociation ;
- une phase de remise d'offres finales ;
- le cas échéant, une mise au point du marché avec le titulaire pressenti.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel de la consultation est le suivant :

Jalons	Dates indicatives
Date limite de réception des candidatures	Fin Novembre 2024
Réunion du jury pour avis sur les candidatures	Décembre 2024
Etablissement de la liste des candidats admis à présenter une offre et à participer aux négociations	Décembre 2024
Réunion de présentation et visite de site avec les candidats sélectionnés	Début Janvier 2024
Remise des offres initiale par les candidats	Fin Mars 2024
Négociations	Début Avril 2024

Remise des offres finales par les candidats	Début Mai 2024
Réunion du jury pour avis sur les offres finales	Fin Mai 2024
Décision du Maître d'ouvrage et attribution du marché	Début Juin 2024

2.2. Composition des groupements

2.2.1. Conditions de participation

Niveau spécifique minimal exigé pour le groupement : Chiffre d'affaires des 3 derniers exercices se rapportant à des prestations similaires d'un montant minimum de 3 millions d'Euros.

Niveau spécifique minimal exigé pour le constructeur : Chiffre d'affaires des 3 derniers exercices se rapportant à des prestations similaires d'un montant minimum de 2 millions d'Euros.

Niveau spécifique minimal exigé du candidat (individuel ou groupement) : Le candidat devra impérativement justifier disposer des compétences suivantes :

- Un ou plusieurs architectes (DPLG ou équivalents) ;
- Compétence en matière de construction (entreprise générale ou groupement d'entreprises) ;
- Compétence de bureaux d'étude dans les domaines suivants :
 - Qualité environnementale et thermique du bâtiment (bureau d'étude spécialisé QEB – STD et étude d'éclairage/éclairage) ;
 - Fluides (électricité, courants faibles, CVC),
 - Structure, dont structure bois ;
 - Economiste de la construction ;
 - Acoustique ;
 - Réemploi ;
 - SSI ;
 - OPC ;

Conformément à l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, le candidat peut faire état de capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature des liens juridiques qu'il invoque.

Dans ce cas il devra inclure dans sa candidature la justification des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

2.2.2. Forme juridique du groupement

Le Maître d'ouvrage ne souhaite imposer aucune forme de groupement.

Toutefois, si le groupement est conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Par ailleurs, le groupement devra identifier dans l'acte d'engagement le mandataire en fonction du phasage du marché (phase 1 et phase 2).

La composition d'un groupement est intangible et ne pourra être modifiée au cours de la consultation que dans les hypothèses spécifiquement prévues par l'article R.2142-26 du Code de la commande publique.

Il est expressément rappelé aux candidats que le marché objet de la présente consultation nécessite notamment les compétences d'un architecte.

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 *sur l'architecture*, et de l'article 37 du Code de déontologie des architectes, un architecte ne peut intervenir en qualité de sous-traitant, et devra donc nécessairement être membre du groupement.

2.2.3. Conditions d'exclusivité

La compétence réemploi n'est pas soumis à un critère d'exclusivité.

Pour toutes les autres compétences, un candidat ne peut présenter qu'une seule offre, que ce soit en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

2.3. Dossier de consultation

2.3.1. Contenu du dossier de consultation

Les documents de la consultation mis à disposition des soumissionnaires, sont répertoriés dans l'annexe RC 1 « Liste des documents transmis » et sont les suivants :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Liste des documents transmis
 - Annexe 2 – Cadre de réponse 1 (phase candidature)
 - Annexe 3 – Cadre de réponse 2 (phase candidature)

- Annexe 4 – Prestations à remettre (phase offre)
- Annexe 5 – Cadre de rendu (phase offre)
- Les formulaires DC1, DC2 et DC4 ;
- L'acte d'engagement (A.E) du marché et l'ensemble de ses annexes, comprenant :
 - Annexe 1 - Cadre de rendu économique ;
 - Annexe 2 – Engagement part du marché PME Artisans
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes, comprenant
 - Annexe 1 – Cahier des charges STD
 - Annexe 2 – Cahier des charges ACV
 - Annexe 3 – Cahier des charges étude acoustique
 - Annexe 4 – Cahier des charges étude éclairage
 - Annexe 5 – Tests et essais
- Les différents documents composant le Programme, à savoir :
 - Volet 1 – Programme fonctionnel et architectural
 - Volet 2 – Fiches descriptives des espaces
 - Volet 3 – Programme technique et environnemental
 - Volet 4 – Analyse environnementale de site
 - Et ses annexes, selon sommaire transmis

2.3.2. Modalités de retrait du dossier de consultation

Le Maître d'ouvrage informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://marches.ternum-bfc.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le Maître d'ouvrage, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format *.rtf
- Le cas échéant le format DWG (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWG viewer, . . .).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Ce compte sera également nécessaire pour ouvrir les correspondances qui seront envoyées après la date limite de remise des offres.

Le candidat est informé qu'il lui est fortement recommandé de tester la configuration du poste qui sera utilisé pour déposer son offre.

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le Maître d'ouvrage fait foi.

2.4. Langue

Les questions et demandes de renseignement complémentaires sont adressées en langue française au Maître d'ouvrage.

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de l'offre par les soumissionnaires sont établis en langue française. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

2.5. Unité monétaire

L'unité monétaire utilisée dans le cadre de la présente procédure de consultation est l'Euro.

2.6. Visite / Réunion d'information commune

Les candidats admis à participer à la phase de négociation doivent participer à une visite et une réunion d'information commune.

La date de cette visite sera fixée dans le courrier d'invitation à soumissionner.

Le nombre de participants par groupement n'est pas limité au cours de cette visite.

Une réunion d'information sur le projet sera organisée le même jour.

A l'issue de la visite, il sera remis à chaque candidat ayant participé à cette visite, un certificat signé par le Maître d'ouvrage. Cette pièce est un élément qui devra obligatoirement figurer dans l'offre du candidat.

2.7. Questions - Modifications de détail des documents de la consultation

Les candidats peuvent poser des questions, via la plateforme de dématérialisation de la procédure.

Ces questions devront impérativement être adressées 10 (dix) jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures ou des offres.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, en les portant à la connaissance des soumissionnaires au plus tard 6 (six) jours calendaires avant la date limite de remise des offres initiales et des offres successives et finales.

Les réponses aux questions posées via la plateforme de dématérialisation seront publiées dans le même délai.

Ce délai est décompté à partir du jour de la modification des documents de la consultation. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis son pli avant les modifications, il pourra remettre un nouveau pli complet sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des plis.

2.8. Indemnisation des candidats

Les candidats ayant participé à toutes les phases de la présente procédure, à l'exception de l'attributaire du marché, et ayant remis une offre finale complète, recevable et répondant aux exigences de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises percevront une prime d'un montant minimum de **27 500 € HT**.

Le montant définitif de la prime versée sera fixé sur proposition du jury.

Modalités de réduction éventuelle de la prime :

Les modalités de réduction ou de suppression de la prime sont les suivantes :

- Offre finale réceptionnée après expiration du délai imparti à cet effet : suppression de la prime ;
- Offre finale incomplète :
 - Absence d'un des éléments techniques ou/et graphiques demandés au présent RC : réduction de 5% par élément manquant ;
 - Offre finale incompatible avec le Programme : abattement forfaitaire de 30%

Les réductions ci-avant sont cumulatives.

Le Maître d'ouvrage apprécie les offres incomplètes et/ou ne répondant pas au présent Règlement.

Si le Maître d'ouvrage décide, en cours de procédure de consultation, d'augmenter le nombre de séances de négociations, cette décision n'aura aucune influence sur le montant des primes indiqué au présent article, lequel resterait inchangé.

Il est expressément indiqué que l'attributaire du marché ne bénéficiera d'aucune prime spécifique au titre de sa participation aux différentes phases de la présente procédure, le coût des études et prestations réalisées pour la remise de son offre finale étant intégré dans le prix forfaitaire du marché.

Ces primes seront payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture correspondante.

3. PHASE CANDIDATURE

3.1. Contenu du dossier de candidature

Les candidats doivent produire un **dossier complet** comprenant les pièces suivantes, identifiées avec le numéro ci-dessous en préfixe, dans le nom donné à chaque fichier, déposé sur la plate-forme. Le nom donné à chaque fichier sera le plus clair et précis possible sans toutefois être trop long et ne contiendra aucun des caractères dits spéciaux (&, %, #, etc.).

1. Situation propre des opérateurs économiques

- **1.1 DC1 - Lettre de candidature** (formulaire DC1), une par groupement, signée par une personne habilitée à engager l'entreprise ou le groupement
- **1.2 DC2 - Déclaration du candidat**, dans sa dernière version, (*accessible sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>*) ou équivalent dûment complété. En cas de groupement, ce document devra être complété et remis par chacun des membres du groupement,
- **1.3 Déclaration sur l'honneur** (conformément à l'article R. 2143-3 du CCP), pour chaque membre du groupement, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas

mentionnés aux articles L. 2141-1 à 5 du CCP et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

- **1.4 Pouvoir**, pour chaque membre du groupement. Les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat. En cas de candidat unique : une délégation de pouvoirs habilitant la personne à engager la société en lieu et place du responsable. En cas de groupement : les lettres d'habilitation de chacun des membres du groupement, autorisant le mandataire ou son délégataire à engager le groupement.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, il devra fournir la copie du jugement lui permettant de poursuivre son activité.

2. Capacité économique et financière

- **2.1 Assurance** : Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents,

La déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat sera effectuée au sein du cadre de rendu B « équipe ». Il portera sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité du candidat, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés au titre de sa capacité économique et financière, il est autorisé à prouver cette capacité par tout autre moyen approprié.

Niveau spécifique minimal exigé pour le groupement : Chiffre d'affaires des 3 derniers exercices se rapportant à des prestations similaires d'un montant minimum de 3 millions d'Euros.

Niveau spécifique minimal exigé pour le constructeur : Chiffre d'affaires des 3 derniers exercices se rapportant à des prestations similaires d'un montant minimum de 2 millions d'Euros.

3. Capacités professionnelles et techniques

- **3.1 Inscription à l'OA** : pour les membres portant la compétence architecture, Copie de l'agrément et de l'inscription à l'Ordre des Architectes ou du diplôme reconnu au titre de la Directive n° 85/384/CEE du 10 juin 1985 ;
- **3.2 Effectifs** : Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; pour toutes les compétences

- **3.3 CV** : L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux ;
- **3.4 Preuves de qualifications** : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent (attestation qualité de MOA, déclaration d'opérateur économique, ...) ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États membres ;
- **3.5 Le document cadre de réponse 1 de présentation des candidatures** (fichier Excel) : à remplir par le candidat, transmettre un seul fichier Excel par groupement.

Ce fichier sera rempli pour toutes les compétences obligatoires du présent marché, et les éventuelles compétences complémentaires proposées par le candidat :

- Présentation des membres de l'équipe : Nom et adresse du candidat ; chiffre d'affaires des 3 dernières années à remplir en K€ HT ; effectifs total, encadrant et dédié à l'opération ; nom des intervenants affectés à l'opération ; qualifications du candidat au regard de la compétence visée ; description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public

Pour les compétences « constructeur », « architecte », « qualité environnementale du bâtiment », « Fluides (CVC) », « Structure (dont structure bois) », « Économie de la construction » il est attendu en plus, la présentation de :

- Une sélection de 3 références (minimum et maximum) significatives et considérées comme les plus illustratives au regard de l'objet de la présente consultation, de projets réalisés de moins de 5 ans. Ces références devant avoir un rapport avec l'opération (nature ou complexité, montant, enjeux, spécificités, performances énergétiques garanties). Si le candidat fournit plus de 3 références pour les compétences le maître d'ouvrage retiendra les plus récentes livrées, dans la mesure où les informations remises le permettent ; si tel n'est pas le cas, les trois premières références seront retenues. Si le candidat fournit des références en cours de conception ou réalisation, de projets non livrés, ces références ne seront pas retenues pour l'analyse et seront susceptibles de pénaliser le candidat.
- Une attestation de bonne exécution par références citées, émises par la maîtrise d'ouvrage du projet cité et/ou les coordonnées à jour de cette dernière, pour justifier de la bonne exécution et du respect de la qualité environnementale attendue.

➤ **3.7 Le document cadre de réponse 2 de présentation des références** (fichier Powerpoint comportant 7 diapositives) et qui servira de support visuel lors du jury :

- Présentation synthétique de l'équipe (diapo 1) – répartition des compétences
- Présentation des trois références du constructeur (diapos 2, 3 et 4)
- Présentation des trois références de l'architecte (diapo 5, 6 et 7)

Les références imagées devront être identiques aux références présentées dans le cadre de réponse 1.

Le document cadre de réponse 1 sera à transmettre IMPERATIVEMENT sous la forme d'un fichier unique au format .xls

Le document cadre de réponse 2 sera à transmettre IMPERATIVEMENT sous la forme d'un fichier unique aux formats .pptx et .pdf

Toute candidature transmise ne respectant pas les conditions susmentionnées sera susceptible d'être éliminée par le jury.

Rappel du niveau spécifique minimal exigé du candidat (individuel ou groupement) : Le candidat devra impérativement justifier disposer des compétences suivantes :

- Un ou plusieurs architectes (DPLG ou équivalents) ;
- Compétence en matière de construction (entreprise générale ou groupement d'entreprises) ;
- Compétence de bureaux d'étude dans les domaines suivants :
 - Qualité environnementale et thermique du bâtiment (bureau d'étude spécialisé QEB – STD et étude d'éclairage/éclairage) ;
 - Fluides (électricité, courants faibles, CVC),
 - Structure, dont structure bois ;
 - Économiste de la construction ;
 - Acoustique ;
 - Réemploi ;
 - SSI ;
 - OPC ;

Conformément à l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, le candidat peut faire état de capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature des liens juridiques qu'il invoque.

Dans ce cas il devra inclure dans sa candidature la justification des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

En cas de groupement, les pièces et renseignements demandés ci-avant au titre de la candidature devront être produits pour chaque membre du groupement, à l'exception du formulaire DC1, et des cadres de rendu qui sont à compléter et produire en un seul exemplaire par groupement.

Si les documents exigés au stade de la candidature, et fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, le Maître d'ouvrage exige qu'ils soient accompagnés d'une traduction en français.

Si le Maître d'ouvrage, lors de l'ouverture du dossier de candidature, constate que des pièces dont la production était réclamée à l'appui des dossiers de candidatures sont absentes ou incomplètes, il pourra, en application de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, accorder aux candidats un délai pour produire ou compléter ces pièces.

Il s'agit cependant d'une simple faculté n'ouvrant aucun droit acquis aux candidats. Le Maître d'ouvrage se réserve expressément la possibilité de rejeter les dossiers de candidature incomplets.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles en ligne à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne 2016/7, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique.

Le Maître d'ouvrage ne met pas à disposition des candidats de DUME Acheteur. Cela signifie que les candidats doivent renseigner la première partie du DUME concernant les informations relatives à la procédure.

Consignes pour remplir le DUME selon la forme de candidature optée par l'opérateur économique

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le Maître d'ouvrage ou l'entité adjudicatrice reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés

et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

3.2. Modalités de dépôt des candidatures

Les candidats transmettent par voie électronique leurs candidatures, via le profil acheteur du CBNFC-ORI, à l'adresse suivante :

<https://marches.ternum-bfc.fr/>

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Formats de fichiers acceptés :

Les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique Libre Office (.odt, .ods) ou Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt),
- Format texte universel (.rtf),
- Format PDF (.pdf),
- Formats images (.gif, .jpg et .png),
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les fichiers remis devront être nommés conformément au tableau de nommage annexé au présent règlement de la consultation.

Rappels généraux :

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature manuscrite ou électronique. (cf. annexe au présent RC).

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (Clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise, à l'adresse indiquée ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : **«copie de sauvegarde»**, l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise :

Les documents de la copie de sauvegarde peuvent être signés. Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- 1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le Maître d'ouvrage.

Adresse postale de remise des copies de sauvegarde :

CBNFC-ORI - 9 rue Jacquard - BP 61738 - 25043 Besançon Cedex

Données personnelles

Il est précisé que les données nominatives collectées par les formulaires, avant les opérations de téléchargement des dossiers de consultation sont destinées aux services du Maître d'ouvrage. Elles servent à constituer le registre des retraits des dossiers de consultation qui permettent à la personne publique de pouvoir communiquer avec les opérateurs économiques intéressés par la procédure de passation.

Le candidat est donc réputé avoir été informé que le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès de celui-ci, aux coordonnées figurant en page de garde du présent règlement de la consultation.

3.3. Critères de jugement des candidatures

Le nombre maximum de candidat admis à présenter une offre est fixé à **3**.

Les candidatures recevables et justifiant des niveaux minimaux de capacité exigés à l'article 3.1 du présent règlement de la consultation seront analysées et classées sur la base des critères suivants :

- Qualité architecturale des références imagées (constructeur et architecte), du candidat, présentées dans le cadre de réponse 2 ;
- Capacité financière, professionnelle et technique au vu des éléments transmis dans la candidature (chiffre d'affaires, effectifs, des titres d'études et professionnels présentés, qualifications, engagements, etc) ;
- Expérience et capacité technique du groupement au vu notamment de la qualité des références présentées dans le cadre de référence 1, au vu des missions faisant l'objet du présent marché.

3.4. Sélection des candidats

La sélection des candidats s'opérera en application des critères mentionnés à l'article 3.3, au vu des renseignements et documents transmis par les candidats dans leur dossier de candidature dont le contenu est fixé dans l'avis de publicité et rappelé à l'article 3.1 ci-avant.

Conformément à l'article R.2171-18 du Code de la commande publique, un Jury dressera un procès-verbal d'examen des candidatures et formulera un avis motivé sur la liste des candidats à retenir.

Les candidats dont la candidature n'aura pas été retenue en seront informés dans les conditions prévues par l'article R.2181-1 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2144-5 du Code de la commande publique, et préalablement à l'envoi de l'invitation à soumissionner, le Maître d'ouvrage procédera à la vérification des conditions de participation dans les conditions définies aux articles R.2144-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le Maître d'ouvrage, informé de l'absence de production des certificats et attestations par le soumissionnaire initialement retenu enverra, le cas échéant, la demande de présentation des certificats et attestations au soumissionnaire suivant dans le classement des candidatures.

Les candidats dont la candidature n'aura pas été retenue seront informés dans les conditions prévues par les articles R2181-1, R2181-3 et R2181-4 du Code de la commande publique.

4. PHASE OFFRES

A l'issue de l'analyse des candidatures, le Maître d'ouvrage invite, par courrier électronique, les candidats retenus à présenter une offre initiale.

L'invitation à présenter l'offre précisera le lieu, la date, l'heure, et des modalités de remise des offres.

Les candidats devront joindre à leur offre initiale l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 4.4 du présent règlement de la consultation.

4.1. Exigences minimales des offres

En application des articles R.2161-13 et R.2161-17 du Code de la commande publique, les exigences minimales non susceptibles de faire l'objet de négociations sont les suivantes :

- Exigences fonctionnelles du Programme ;
- L'enveloppe allouée au projet ;
- Les préconisations techniques garantissant l'obtention des subventions identifiées ;
- Liste et contenu des livrables en phase conception ;
- Clauses du CCAP qui ne sont pas expressément identifiées comme négociables ;

4.2. Attente des candidats

Le niveau d'avancement de l'offre présentée par les candidats doit correspondre à un niveau Avant Projet Sommaire au sens de l'article D.2171-6 du Code de la commande publique.

Le contenu de l'étude attendue devra comprendre l'ensemble des éléments et documents mentionnés à l'annexe 4 du présent règlement.

4.3. Présentation de l'offre

Outre les éléments indiqués à l'article précédent, à l'appui de son offre, le candidat produira les éléments suivants :

(Cette liste pourra être mise-à-jour lors de la phase Offre)

- **L'acte d'engagement** joint au dossier de consultation, ainsi que l'ensemble de ses annexes, complétés et signés ;
- **Le cadre de rendu offre** annexé au présent règlement de consultation complété en toutes ses dispositions ;
- **Les observations du candidat sur le CCAP du marché.** Ces observations devront être formulées en marques de correction, et accompagnées de commentaires justifiant la proposition du candidat ;

- Une **note sur les garanties et assurances** souscrites au titre du marché ;
- Le **certificat de visite**, dûment signé par le Maître d'ouvrage à l'issue de la visite obligatoire.
- **Deux panneaux AO** – rigides et légers, non plastifiés, selon les préconisations indiquées à l'annexe 4 du présent règlement
- **Un dossier de synthèse format A3 des pièces graphiques**, selon les préconisations indiquées à l'annexe 4 du présent règlement

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur un document annexé, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier les annexes à l'acte d'engagement pour les mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

4.4. Modalités de dépôt des offres

Les modalités de dépôt des offres reprennent les préconisations de l'article 3.2 - modalités de dépôt des candidatures.

La transmission des plis par voie électronique est obligatoire.

Pour les procédures lancées à compter du 1er octobre 2018, les communications et échanges d'informations devront être réalisés par voie électronique. Seuls les échantillons (ou autres éléments ne pouvant être dématérialisés) éventuellement demandés dans le cadre de l'offre pourront être remis par dépôt physique.

Seuls les éléments suivants devront faire l'objet d'une remise sur support matériel :

- Panneaux de présentation de format A0 sur support rigide et léger (2 panneaux)
- Un dossier papier, selon indications de l'article 4 de l'annexe RC

Ceux-ci devront être transmis par voie matérialisée avant la date limite qui sera indiquée dans l'invitation à concourir, soit en main propre contre remise d'un récépissé, à l'adresse suivante : CBNFC-ORI - 9 rue Jacquard - BP 61738 - 25043 Besançon Cedex

Soit par tout moyen permettant d'établir de manière certaine leur date de réception, à l'adresse suivante : CBNFC-ORI - 9 rue Jacquard – 25000 Besançon

Le pli devra préciser l'objet du marché et le nom du groupement pour lequel il a été établi.

4.5. Négociations

Le Maître d'ouvrage engagera les négociations avec les candidats ayant remis des offres avant les date et heure limites.

En application de l'article R.2161-17 du Code de la commande publique, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les négociations ne pourront pas porter sur les exigences minimales mentionnées à l'article 4.1 du présent RC.

Sous cette réserve, elles pourront porter sur tout point de l'offre du candidat, technique, juridique ou financier.

Les négociations seront menées dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

Elles pourront porter sur les conditions techniques, juridiques et financières proposées par les candidats. Au cours des négociations, des pièces complémentaires à celles demandées à l'article 4.4 du présent règlement pourront être demandées aux candidats.

A cette fin, une ou plusieurs audition(s) des candidats pourra (ont) être organisée(s), des questions pourront leur être envoyées par écrit (courrier, fax ou courrier électronique), et les candidats seront invités à faire évoluer leur offre. Les candidats devront impérativement respecter les prescriptions imparties (délais de réponse, date d'auditions, etc.) au cours des négociations. Le Maître d'ouvrage pourra se faire assister au cours des négociations par tout expert juridique, technique ou financier de son choix.

Lorsque le Maître d'ouvrage entendra conclure les négociations, il communiquera aux candidats une invitation à remettre une offre finale, précisant les modalités de remise, le contenu de l'offre finale, et la date et l'heure limites de réception.

Les offres finales remises par les candidats seront examinées en application des critères de jugement des offres énoncés au présent règlement.

Un Jury examinera les offres, auditionnera les candidats et formulera un avis motivé sur les offres.

4.6. Critères de jugements des offres

Les offres seront classées, et l'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée, après analyse, en application des critères pondérés suivants :

- Prix du marché : 30 %
- Qualité et pertinence de l'organisation proposée afin d'intégrer et de maîtriser la conception et la construction dans le respect du budget et du délai de l'opération : 10 %
- Qualité architecturale du projet et intégration dans le site : 10 %
- Qualité fonctionnelle de l'ouvrage : 20 %
- Qualité technique et environnementale de l'ouvrage : 20 %
- Économie générale du projet : compatibilité avec l'enveloppe prévisionnelle allouée aux travaux, dont prise en compte des subventions et mise en avant du reste à charge : 10%

4.7. Délai de validité des offres

Le délai de validité de chaque offre (initiale, intermédiaire, finale) présentée par les candidats est de 270 jours à compter de la date limite de réception desdites offres.

La date limite de réception des offres initiales sera précisée dans l'invitation à soumissionner qui sera adressée aux candidats admis.

5. COMPOSITION DU JURY

Il est précisé qu'en qualité d'association loi 1901, la maîtrise d'ouvrage n'est pas soumise aux dispositions du livre IV. Aussi, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de ne pas suivre les dispositions des articles R. 2171-16 à R. 2171-18 du Code de la commande publique.

A ce jour, la liste des membres du jury n'est pas encore arrêtée. Les candidats seront auditionnés individuellement par le jury.

Par ailleurs, le jury pourra auditionner toute personne susceptible de lui apporter des informations utiles.

6. NOTIFICATION DU MARCHÉ

Une copie de l'acte d'engagement seul, signé par le Maître d'ouvrage, sera envoyée par pli recommandé avec accusé de réception au titulaire après attribution du marché, ou sera remise en main propre à son représentant dûment habilité. Les éventuelles modifications introduites dans le cadre d'une mise au point du marché avant notification feront l'objet d'une annexe à l'acte d'engagement avant envoi.

La date de notification est la date de réception par le titulaire de ce pli recommandé, ou la date de remise en main propre.

L'ensemble des pièces constitutives du marché est conservé par le Maître d'ouvrage en un original qui seul fait foi.

7. ABANDON DE LA PROCEDURE

Conformément à l'article R.2185-1 du Code de la commande publique, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'abandonner la procédure à tout moment, pour un motif d'intérêt général.

8. PROCEDURES DE RECOURS

Les recours sont à adresser au Tribunal administratif de Besançon.

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, la saisine de la juridiction peut se faire via l'application « Télérecours citoyens » figurant sur le site www.telerecours.fr.